

Le président suppléant (M. DeBlois): Les députés ont entendu la motion. Y a-t-il consentement unanime afin que le député propose ces motions?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. DeBlois): Les motions sont-elle adoptées à l'unanimité?

Des voix: D'accord.

(Les motions de M. Cooper sont adoptées.)

* * *

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—LA SITUATION ÉCONOMIQUE CANADIENNE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Chrétien (p. 6042) et de l'amendement de M^{me} McLaughlin (p. 6057).

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, je veux seulement faire quelques commentaires, puis je demanderai peut-être au député de Broadview—Greenwood de répondre à une question que j'ai à lui poser et de me faire part de ses commentaires.

J'ai écouté ce matin le chef de l'opposition officielle parler de sa motion et de l'économie. Et je dois dire que je suis entièrement d'accord avec lui.

Je veux toutefois revenir à ce que le député de Broadview—Greenwood a dit ce matin au chef de l'opposition officielle, à savoir qu'il a noté qu'il y avait un problème dans ce pays, soit que les Canadiens n'avaient plus confiance dans le système. Je veux poser une nouvelle fois cette question au député parce qu'elle est à mon avis très importante. Quand je vais dans ma circonscription, mes électeurs me disent tous la même chose: ils ont perdu confiance, pas nécessairement dans les politiciens mais dans le système lui-même; celui-ci ne semble plus vouloir fonctionner. Ils sont extrêmement frustrés.

Ma première question est celle-ci: Le député peut-il m'expliquer ainsi qu'à la Chambre comment il espère rétablir la confiance à l'égard du système?

La deuxième question que je veux lui poser concerne la réforme de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement nous reproche très souvent de manquer d'idées. Je sais que le

député est connu pour ses idées et je sais qu'il en a une très bonne en ce qui concerne la taxe unique. J'ai discuté un peu de cette taxe unique dans ma circonscription et je me demande si le député pourrait expliquer aux députés ici présents en quoi elle consiste et comment elle pourrait remplacer la TPS et peut-être aussi contribuer à une baisse des impôts sur le revenu, laissant ainsi plus d'argent dans les poches des Canadiens.

M. Mills: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Restigouche—Chaleur de ses deux questions.

Sa première question portait sur la confiance; la confiance qui, à mes yeux et à ceux de la plupart d'entre nous, sera au centre de la prochaine campagne électorale. Ils sont révolus les jours où on avait une confiance aveugle dans les politiciens. Je crois que lorsque nous ferons campagne la prochaine fois, les électeurs ne voudront pas savoir contre quoi nous sommes mais plutôt si ce que nous proposons est supérieur, ou au moins égal, à ce qui existe déjà.

Une des choses dont je me réjouis vraiment est le fait que, dans le Parti libéral, nous ne nous contentons pas d'écouter les membres de notre parti pour nous préparer aux prochaines élections et arrêter nos politiques. Nous nous adressons à des experts qui viennent de tous les partis et de toutes les régions de la terre, comme nous l'avons fait lors de notre congrès à Aylmer, il y a 15 jours. Je suis convaincu que c'est une réflexion de ce genre que le peuple canadien aimerait retrouver dans le processus politique.

Pour en revenir à la taxe unique, j'ai une dernière chose à dire. Nous avons fait une percée importante aujourd'hui. Le ministre des Finances m'a en effet dit dans cette Chambre que, si je pouvais lui prouver qu'en vertu du système que je propose, 50 p. 100 de la population ne paierait pas plus qu'elle ne paie en vertu du système actuel, il serait prêt à m'écouter. Je vais lui communiquer toute la documentation à ce sujet.

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, ma question au député est tout simplement la suivante. Je me demande si le député, qui a une certaine expérience des entrepreneurs et qui en est lui-même un, en quelque sorte, pourrait analyser le bien-fondé de la politique monétaire du gouvernement canadien en ce qui concerne les entrepreneurs de ce pays et leur désir de créer les emplois supplémentaires dont nous avons besoin, ce à quoi ne sont pas parvenues les ineptes mesures du gouvernement en la matière.